

20 mai 2014 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Déclaration conjointe de MM. François Hollande, Président de la République, et Ahmad Al-Assi Al-Jarba, Président de la Coalition nationale syrienne, sur la situation en Syrie, à Paris le 20 mai 2014.

LE PRÉSIDENT - Mesdames, Messieurs,

J'ai reçu pour la troisième fois le Président de la Coalition nationale syrienne, M. AL-JARBA. Nous avons réitéré le soutien plein et entier de la France à la Coalition nationale, qui est pour notre pays la seule légitime pour s'exprimer au nom du peuple syrien.

J'ai également confirmé que l'Ambassade syrienne en France serait mise à disposition, je ne parle pas des locaux actuels, mais d'autres locaux, pour que la Coalition puisse être pleinement représentée ici et effective dans le travail qu'elle doit mener pour nouer les contacts.

La situation en Syrie appelle une nouvelle fois la plus grande préoccupation de la communauté internationale. Bien sûr qu'il y a d'autres situations qui sont venues, depuis maintenant tant de mois, non pas occulter, mais parfois déplacer, l'attention des observateurs. Mais il se produit tous les jours des massacres en Syrie. Le régime utilise toutes les armes possibles et parfois les pires. Nous avons dénoncé l'utilisation des armes chimiques, un accord avait été trouvé. Et si des traces, de nouveau, sont observées, nous utiliserons tous les moyens de droit pour, une nouvelle fois, faire condamner le régime et faire valoir des sanctions.

Je disais que le régime utilise tous les moyens, et il est aidé par des forces extérieures à la Syrie. Raison de plus pour que nous soutenions la Coalition nationale syrienne, qui je le rappelle est composée de multiples sensibilités, personnalités, mais qui sont unies sur un point, la démocratie, le respect des libertés et bien sûr, la volonté de parvenir à préserver l'intégrité territoriale de la Syrie, une fois le régime écarté et une solution politique trouvée.

Il y a eu la convocation d'élections, le 3 juin, en Syrie. Si ce n'était pas si grave, nous pourrions en sourire. Car comment organiser des élections en Syrie quand il y a plus de 10 millions de déplacés, 40% au moins de la population qui est hors du contrôle du régime ? Dès lors, il ne peut y avoir le moindre intérêt donné à cette pseudo-consultation qui ne produira aucun résultat, si ce n'est celui qui est déjà annoncé, prévu, c'est-à-dire la poursuite du pouvoir de Bachar EL-ASSAD

Nous avons évoqué avec le Président de la Coalition tout ce que nous pouvons faire sur le plan politique, avec les amis de la Syrie, sur le plan diplomatique, pour que la Coalition nationale soit reconnue partout, ce que nous pouvons faire également sur le plan financier pour que la Coalition nationale puisse avoir les moyens de se défendre. De se défendre contre qui ? Contre le régime, mais pas seulement le régime, puisque l'armée libre de Syrie est amenée également à combattre des forces terroristes qui sont multiples. Ce n'est pas le fait qu'elles soient multiples qui les rende plus inoffensives, parfois même elles sont encore plus agressives, aussi bien avec la population civile qu'avec l'armée libre de Syrie.

Voilà pourquoi je souhaitais recevoir le Président de la Coalition nationale pour lui dire que la France est aux côtés du peuple syrien, qu'il est pour nous le seul interlocuteur qui peut permettre qu'une solution politique soit trouvée, et enfin que nous ne ménagerons aucun de nos efforts pour qu'au plan européen, au plan international, je pense notamment à l'ONU, nous puissions faire valoir les droits au peuple syrien.

J'ajoute qu'il y a en ce moment une résolution qui est en préparation pour saisir la Cour pénale

l'objet que nous sommes en possession que est en préparation pour être la 6000 période internationale et c'est le Conseil de sécurité qui en est saisi. Je recevrai autant de fois qu'il sera nécessaire le Président et cela sera toujours avec le même esprit. Non pas choisir un camp, mais faire en sorte que la Syrie puisse redevenir un pays libre.

M. AHMAD AL-ASSI AL-JARBA Merci M. le Président. C'est notre troisième rencontre, c'est la troisième fois que vous nous recevez au Palais de l'Elysée, M. le Président François HOLLANDE, grand ami du peuple syrien.

Nous sommes dans une situation politique extrêmement complexe, après l'échec du processus de Genève II, à cause des positions du régime. M. Ali BRAHIMI a d'ailleurs dit que la responsabilité de cet échec incombait au régime, il a démissionné la semaine dernière. C'est la preuve de l'échec du processus politique à cause des agissements de ce régime criminel.

Aujourd'hui, après Genève, nous rencontrons le Président pour voir où nous en sommes, nous allons exposer notre vision de la situation et consulter un grand ami, un ami très cher du peuple syrien.

Bachar EL-ASSAD, comme vous le savez, a insisté pour détourner la Syrie pour les sept prochaines années. Il veut être Président sur les cadavres de Syriens, c'est vraiment une « comédie noire ». Il faut que le monde, que la Communauté internationale, que les alliés, que les pays occidentaux, que les pays orientaux lui disent non. Que la France soit au cur de ce mouvement, il faut lui dire assez ! Cela suffit ! Assez de tueries, assez d'humiliations du peuple syrien. Il y a trois ans, le peuple syrien a renversé Bachar EL-ASSAD dans les rues de Deraa, de Homs, toutes les villes syriennes. Aujourd'hui, nous sommes en train de travailler avec les alliés pour faire face à cette farce. Nous avons besoin de soutien des pays amis, soutien qui nous soit accordé dans le cadre du Haut Conseil militaire, dans le cadre de l'Etat-major unifié. Nous avons besoin d'armes qui peuvent faire la différence pour que nous puissions arrêter cette pluie de barils explosifs qui continuent de massacrer et de tuer les civils innocents dans toutes les villes, dans tous les villages syriens. La vie des Syriens est devenue un véritable enfer.

N'oublions pas le terrorisme, qui est entré en Syrie par la petite porte pour venir compliquer encore plus la situation sur le terrain. Nous sommes en train de lutter contre ce terrorisme et de lutter contre le terrorisme de Bachar EL-HASSAD. Nous luttons contre le Hezbollah, nous luttons contre les mercenaires irakiens, soutenus par les gardiens de la Révolution iranienne, malgré nos moyens limités.

Aujourd'hui, comme nous l'avons fait aux Etats-Unis et au sein du « Core Group » à Londres et aujourd'hui à Paris, nous disons que c'est le moment maintenant de nous accorder le soutien dont nous avons besoin, afin de renforcer notre bras militaire pour faire face à tous ces extrémistes et à tous ces terroristes et à leur tête Bachar EL-HASSAD. Merci M. le Président. »